



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DU CHER

**DIRECTION DEPARTEMENTALE
DE LA COHESION SOCIALE
ET DE LA PROTECTION DES POPULATIONS**
Sous-Direction de la protection des populations

Service de la protection de l'environnement

Installation classée n°5050

ARRETE COMPLEMENTAIRE n°2012-DDCSPP- 038 du 21 mars 2012

modifiant les conditions de surveillance de l'ancien dépôt d'hydrocarbures qu'exploitait la société CALDEO sur la commune d'ARGENT-SUR-SAUDRE

Le préfet du département du Cher, Chevalier de la Légion d'honneur, Chevalier de l'ordre national du Mérite,

Vu la partie législative du code de l'environnement et notamment ses livres II (titres I et II) et V (titres 1er, IV et VII) ;

Vu la nomenclature des installations classées annexée à l'article R.511.9 du code de l'environnement;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2004.1.1256 du 18 octobre 2004 relatif à la surveillance des eaux souterraines et la réalisation d'une étude simplifiée des risques ;

Vu la circulaire du ministère en charge de l'environnement du 8 février 2007 relative aux installations classées – Prévention de la pollution des sols – Gestion des sols pollués ;

Vu la circulaire du ministère en charge de l'environnement du 8 février 2007 relative aux sites et sols pollués - Modalités de gestion et de réaménagement des sites pollués ;

Vu le bilan de la surveillance de la qualité des eaux souterraines à l'issue de la campagne de mars 2011 en date du 28 juillet 2011 ;

Vu la lettre de la société CALDEO en date du 28 novembre 2011 demandant la modification du programme de surveillance des eaux souterraines ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées en date du 8 février 2012 ;

Vu l'avis du CODERST en date du 23 février 2012 ;

VU les observations émises le 8 mars 2012 par la société CALDEO sur le projet d'arrêté qui lui a été transmis le 27 février 2012 ;

VU l'avis des services de l'Unité Territoriale de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Centre en date du 20 mars 2012 sur les observations présentées par la société CALDEO,

Considérant que l'absence d'impact significatif au niveau des piézomètres situés en amont hydraulique ou situés au centre du site est à noter depuis le début de la surveillance en 2003 ;

Considérant que depuis fin 2008 une tendance marquée à l'amélioration est même constatée au droit des piézomètres situés en amont hydraulique ou situés au centre du site ;

Considérant que sont observées des teneurs en HAP globalement faibles et inférieures aux valeurs réglementaires en aval hydraulique (PZ6) ;

Considérant que l'étude de vulnérabilité des milieux a été mise à jour et n'a pas mis en évidence d'enjeux environnementaux accrus ;

Considérant qu'en conséquence, le programme de surveillance des eaux souterraines peut être modifié ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture et du directeur départemental de la cohésion sociale et de la protection des populations,

ARRETE

ARTICLE 1 - L'arrêté préfectoral du 18 octobre 2004 susvisé relatif à la surveillance des eaux souterraines et la réalisation d'une étude simplifiée des risques par la société CALDEO, dont le siège social est situé 27 avenue Ampère à ST JEAN DE BRAYE (45800), sur le site de l'ancien dépôt pétrolier qu'elle exploitait route d'Aubigny à ARGENT-SUR-SAUDRE (18410) est modifié comme suit.

ARTICLE 2 - Les premier à septième alinéas de l'article 1er de l'arrêté préfectoral du 18 octobre 2004 susvisé sont remplacés par les dispositions suivantes :

« M. le directeur de la société CALDEO, dont le siège social est situé 27 avenue Ampère à ST JEAN DE BRAYE (45800), est tenu de procéder à une surveillance semestrielle de la qualité des eaux souterraines et à la réalisation d'une étude simplifiée des risques au droit de l'ancien dépôt pétrolier situé route d'Aubigny à ARGENT SUR SAULDRE.

Les prélèvements sont réalisés dans au moins 5 piézomètres implantés dans l'emprise du site précédemment exploités par la société CALDEO.

Réalisés en périodes de hautes et basses eaux, les analyses des effluents prélevés dans les piézomètres portent sur les paramètres suivants :

- hydrocarbures totaux ;
- BTEX (benzène, toluène, éthylbenzène, xylènes)

Préalablement aux prélèvements, une mesure de la profondeur du niveau de l'eau de la nappe est effectuée dans les piézomètres. Les paramètres physico chimiques (pH, conductivité, O₂, potentiel d'oxydo-réduction et température) sont relevés in situ lors des prélèvements.

Les prélèvements et analyses sont exécutés par un organisme compétent et agréé par l'administration. Les prélèvements sont menés selon la procédure AFNOR FD-X-31-615. Les conditions de mesures sont fixées par les normes correspondant à chaque paramètre.

Pour chacun des paramètres recherchés, la méthode d'analyse retenue doit permettre d'obtenir un seuil de dosage inférieur aux valeurs de références mentionnées par le guide relatif aux « Modalités de gestion et de réaménagement des sites pollués » établi par le ministère en charge de l'environnement.

Après chaque contrôle, un rapport est transmis à l'inspection des installations classées pour avis, comportant en particulier : les résultats des analyses et des mesures de terrain, une comparaison des teneurs relevées aux valeurs de référence susmentionnées, un récapitulatif de l'évolution de la qualité des eaux depuis le premier contrôle et d'une manière générale, tout commentaire utile à une bonne compréhension des résultats. »

ARTICLE 3 - Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions du présent arrêté dans les délais impartis, il sera fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L 514-1 du code de l'environnement.

ARTICLE 4 - DROITS DES TIERS

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 5 - FORMALITES ADMINISTRATIVES

Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie d'Argent sur Sauldre et peut y être consultée

Un extrait du présent arrêté énumérant les motifs et considérants principaux qui ont fondé la décision ainsi que les prescriptions auxquelles l'installation est soumise et faisant connaître qu'une copie du présent arrêté est tenue à la disposition de tout intéressé qui en fera la demande, est affiché à la porte de la mairie d'Argent sur Sauldre pendant une durée minimale d'un mois. Un certificat constatant l'accomplissement de ces formalités sera adressé à la DDCSPP (Direction Départementale de la Cohésion Sociale et de la Protection des Populations) - Sous-Direction de la Protection des Populations -Service de la Protection de l'Environnement- Cité administrative Condé – 2 rue Victor Hugo – CS 50 001 – 18013 Bourges Cedex.

Le même extrait est publié sur le site internet de la préfecture qui a délivré l'acte pour une durée identique. Il est également affiché en permanence de façon visible dans l'installation par les soins de l'ancien exploitant.

Un avis est inséré par les soins du Directeur Départemental de la Cohésion Sociale et de la Protection des Populations et aux frais du pétitionnaire dans deux journaux locaux diffusés dans tout le département.

ARTICLE 6 - DELAIS ET VOIES DE RECOURS - (article L 514-6 du code de l'environnement) -

la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée auprès du Tribunal Administratif d'Orléans (**28 rue de la Bretonnerie, 45054 Orléans Cedex 1**) :

- par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où la présente décision leur a été notifiée. Les délais de recours prévus par l'article L 514-6 du code de l'environnement ne sont pas interrompus par un recours administratif préalable (gracieux ou hiérarchique) ou par un recours devant une juridiction incompétente,

- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L 211-1 et 511-1 dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de cette décision.

ARTICLE 7 -

Le Secrétaire Général de la Préfecture du Cher, le Directeur Départemental de la Cohésion Sociale et de la Protection des Populations, le Maire d'Argent sur Sauldre, le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement, le responsable de l'Unité Territoriale de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie leur est adressée ainsi qu'à la société CALDEO.

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Pour le Directeur départemental et par délégation,
Le Chef du service de la protection de l'environnement,

SIGNE

Pierrick ALLEE

